

PAGE ÉCONOMIQUE

Les entreprises américaines à la recherche de partenariats avec l'Algérie, la Tunisie et la Lybie

La technologie prometteuse du Maghreb et les secteurs des communications retiennent l'attention des entreprises américaines.

BRÈVES MAGHRÉBINES

La presse internationale rapporte, le 22 février dernier, que la Libye a reçu à l'occasion d'un forum économique qui s'est tenu à Tripoli les représentants de 25 entreprises américaines majeures, parmi lesquelles Boeing, Motorola et Harley-Davidson.

Selon l'ANSA, Nicole Lamb-Hale, sous-Secrétaire d'état américain au Commerce, aurait déclaré : "Nous sommes là parce que le gouvernement libyen a posé plus de 80 millions de dollars... en prévision de constructions résidentielles majeures, et de projets d'autoroute, de lignes ferroviaires, de télécommunications et d'irrigation".

Pour sa part, Mohamed Tahar Siala, secrétaire général adjoint du Comité populaire général à la communication extérieure et à la coopération internationale, a regretté le retard pris dans le renforcement des relations économiques bilatérales, soulignant que la Libye et les Etats-Unis ont commencé à discuter en 2007 de l'accord-cadre portant sur le commerce et l'investissement (TIFA).

ENTRETIENS À RABAT ENTRE LE MAROC ET L'UE

La presse locale et internationale rapporte, le 22 février dernier, que le Maroc et le Conseil de l'Europe ont tenu un séminaire de deux jours à Rabat pour s'entretenir de la coopération entre les pays des deux rives de la méditerranée. Cette conférence, qui se tient pour la première fois dans un pays non-européen, a été l'occasion de la signature d'accords portant sur la santé, la jeunesse, les sports et d'autres secteurs encore.

De plus, la coopération commerciale et économique entre le Maroc et l'Union Européenne a été au centre des discussions qui ont eu lieu lundi à Rabat entre Taieb Fassi Fihri, Ministre des Affaires Étrangères, et Karel De Gucht, Commissaire européen au Commerce. Les débats se seraient intéressés au statut avancé du Maroc et à des conventions dans les domaines de la pêche, de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Source: Magharebia.com

LE CANADA ET LA TUNISIE CONCLUENT UN PREMIER ACCORD DE TRANSPORT AÉRIEN

Le Canada et la Tunisie ont conclu lundi un premier accord de transport aérien. Les compagnies aériennes des deux pays pourront désormais offrir des services aériens réguliers tant au Canada qu'en Tunisie. L'accord offre également la souplesse nécessaire aux compagnies aériennes pour ajuster leurs prix afin de satisfaire aux conditions actuelles du marché. Le ministre canadien du Commerce international, Peter Van Loan, a annoncé que cet accord de transport aérien vient s'ajouter aux autres objectifs que le Canada poursuit avec la Tunisie pour faciliter les échanges commerciaux et les investissements, y compris des mesures pour protéger les investissements étrangers.

Source: Presse canadienne / RCI



Nicole Lamb

Une délégation d'hommes d'affaires américains a visité, en février dernier, l'Algérie et la Tunisie, pour témoigner de leur intérêt à construire des liens commerciaux plus forts et à investir dans les entreprises locales.

La délégation, qui était menée par Nicole Lamb-Hale, sous-Secrétaire d'état américaine au commerce, s'est arrêtée en Tunisie, lundi 15 février, puis en Algérie mercredi.

Le groupe, dans lequel on comptait 24 représentants d'entreprises américaines, s'est rendu à la Chambre de Commerce tuniso-américaine (TACC) de Tunis pour en apprendre davantage sur le climat commercial du pays.

"L'objectif de la visite était de permettre aux investisseurs américains d'en savoir plus sur les opportunités de collaboration... en Tunisie", a déclaré mardi à Magharebia Rafla Mrabet, directeur-

général de la TACC.

"Nos actions sont guidées par un but spécifique : Promouvoir la Tunisie en tant que lieu d'investissement et de partenariat," a déclaré mardi Nazah Ben Ammar, Président de la TACC, à WMC, un média financier. Il a également dit que la TACC se concentre principalement sur le développement de partenariats dans les TI, les pièces détachées automobiles, les industries aérospatiales et pharmaceutique, ainsi que dans l'éducation, la recherche et les secteurs de développement.

Une série de 20 réunions portant sur le commerce interentreprises, à Tunis, s'est intéressée à la technologie, à l'énergie et aux communications.

"Notre visite a été constructive", a déclaré Madeleine Davis, représentante de Motorola, à Magharebia. "Nous avons appris des choses sur les opportunités existantes afférentes aux lois locales qui structurent l'investissement étranger ou fournissent une main-d'oeuvre locale".

Un représentant de l'entreprise Raytheon a dit à Magharebia: "Nous n'étions pas venus pour signer des accords, mais plutôt pour explorer les opportunités de partenariat avec la Tunisie". Il a ajouté désirer revenir dans le pays, notant la disponibilité d'une main-d'oeuvre spécialisée.

La délégation a continué sa tournée d'exploration du Maghreb par une visite de trois jours à Alger qui a commencé mercredi.

Au cours de ce séjour, Lamb-Hale a entretenu les journalistes du désir amé-

ricain de "diversifier" les relations avec l'Algérie et de "développer les partenariats dans les secteurs des télécommunications, de la technologie hydraulique et de la défense".

Elle a souligné la longue histoire des deux pays en termes de commerce et de diplomatie, ajoutant que le commerce bilatéral a atteint 20 millions de dollars en 2009.

Lamb-Hale a déclaré qu'elle avait un grand respect pour la souveraineté algérienne en matière économique, et elle a mis en exergue le besoin d'une plus grande transparence et d'une plus grande stabilité dans la régulation industrielle. Ses déclarations sont venues faire suite aux scandales de corruption qui ont éclaté dans les secteurs technologique et énergétique en Algérie.

La sous-Secrétaire du Département d'Etat du Commerce américain a également promis d'assister l'Algérie dans ses négociations menées en vue de son adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce.

APS rapporte mercredi qu'une autre délégation représentant des groupes d'entrepreneurs américains affiliés au Département du Logement et du Développement ont fait part de leur intérêt dans la construction de logements et autres infrastructures publiques dans le pays.

Une autre délégation formée de 50 représentants d'entreprises américaines est également attendue au mois de mai à Alger.

Par Jamel Arfaoui, pour Magharebia.com

BRÈVES CANADIENNES



L'ACSTA IMPOSE L'INSPECTION DE VOYAGEURS PAR DES AGENTS DU MÊME SEXE DANS LES AÉROPORTS CANADIENS

L'agence chargée de la sécurité aérienne au Canada a ordonné à ses agents aux postes d'inspection de cesser de filtrer les voyageurs du même sexe. Ainsi, les voyageurs qui déclen-

cheront l'alarme des détecteurs de métal dans les aéroports devront être examinés par un agent de contrôle du même sexe.

Cette modification de politique a été signalée en décembre par l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien aux firmes auxquelles elle fait appel pour assurer la sécurité dans les 89 aéroports du pays. Un porte-parole de l'agence fédérale a indiqué qu'aucun incident n'avait incité les autorités à revoir leur politique.

Selon Mathieu Larocque, le changement s'explique simplement par la volonté de l'ACSTA d'améliorer sa politique et ses procédures.

LE NOUVEAU-BRUNSWICK TIENDRA UN DÉBAT SUR LA VENTE

D'ACTIFS D'ÉNERGIE NOUVEAU-BRUNSWICK À HYDRO-QUÉBEC

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick, une province du Canada atlantique, tiendra un débat sur le projet de vente d'actifs d'Énergie Nouveau-Brunswick à Hydro-Québec. Ce débat retardera la transaction d'environ deux mois.

Le gouvernement explique que le souci de transparence commande qu'un débat complet soit tenu à l'Assemblée législative sur l'entente énergétique de 3,2 milliards de dollars. Le gouvernement déposera la législation lorsque les ententes définitives seront prêtes. Il ajoute qu'un débat de 30 jours devra préalablement avoir eu lieu avant le vote final. D'autre part, l'augmentation moyenne prévue de 3% des tarifs aux abonnés d'Énergie Nouveau-Brunswick est suspendue jusqu'à la fin du processus législatif.

Source: Presse canadienne / RCI